L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 19 NOVEMBRE 1846.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR
MAGNE & WEISS.
No. 81, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 19 NOVEMBRE 1846.

☞ La nécessité de publier aujourd'hui la séance du Conseil de la Première Municipalité nous oblige à remettre encore l'apparition de notre chronique étrangère ; heureusement elle a pour elle même assez de mérite pour pouvoir se passer de l'apropos du premier jour.

ELECTIONS.

MASSACHUSETTS. ENCORE UNE VICTOIRE !

Les élections générales de l'Etat du Massachussetts ont eu lieu le 9 courant. Il s'agissait de choisir un gouverneur, un lieutenant-gouverneur et les autres officiers d'Etat, les dix membres du Congrès et les deux branches de la Législature. Les whigs n'avaient que fort peu d'espoir de voir élire leur gouverneur par la majorité du vote populaire, attendu qu'il n'y avait pas moins de cinq concurrents en campagne; whig, locofoco, natif, abolitionniste et jeune Afrique, et que les votes devaient nécessairement se diviser. Mais les whigs sont destinés à voir leurs prévisions déjouées cette année par les plus heureux résultats; et cette fois encore ils ont triomphé. Le Télégraphe magnétique nous fournit un sommaire des retours.

L'honorable Georgr N. Briggs, candidat whig au poste de gouverneur, est réélu par une immense majorité populaire qui sera sans doute de huit à dix mille voix. Il l'emporte de 20,000 sur le candidat locofoco. Dans la ville seule de Boston sa majorité sur tous ses concurrents réunis est de près de 3,000 voix.

L'honorable Robert C. Winthrop de Boston, dont l'attitude au Congrès a toujours été si digne et si patriotique, a reçu la preuve éclatante de l'approbation populaire, en dépit de l'hostilité combinée du locofocoisme, de l'abolitionnisme et de la jeune Afrique. Il est réélu représentant au Congrès dans son district par une majorité de 2629.

On pense que les whigs ont également triomphé dans tous les districts congressionnels. Le Sénat qui se compose de 40 membres, sera EXCLUSIVEMENT whig. La Chambre compte jusqu'à présent 80 whigs, 6 locofocos et 2 abolitionnistes. Cela commence bien, comme on le voit. Le Massachussetts du reste s'est montré noblement fidèle à ses convictions.

A ces retours venus par le Télégraphe, une seconde édition du *Herald* de New-York du 10, en substitue d'autres qui sont plus complets, les voici :

	1845.	1846.
Briggs—candidat whig	51,638,	51,682.
Davis— " locofoco	37,427,	31,779.
Voix partagées—	16,795,	13,168.

La majorité de Briggs en 1845, était de 14,211 sur son concurrent locofoco; et il était en minorité de 3648 voix vis-à-vis de tous ses concurrents.

Cette année, il l'emporte de 19,903 voix sur Davis, et sa majorité dans le vote total est de 6738 voix.

Les membres suivants du Congrès sont certainement élus :

1er district	R. C. Winthrop,	6e d	G. Ashmun.
2me "	Amos Abbott,	7e "	J. Rockwell
3me "	C. Hudson,	8e "	J. Q. Adams.
	9e district Jos. Grinnell.		

L'élection de D. P. King dans le 2e district et celle de Art. Hale dans le 4e sont douteuses, dans le 5e, Palfrey manque son élection de 600 voix environ.

Dans le Sénat d'Etat, 17 whigs sont certainement choisis, 12 sont encore en doute ; dans 8 districts sénatoriaux, il n'y a pas eu de choix ; trois districts qui restent à connaître, ont probablement élu des whigs.

A la Chambre, on compte déjà 140 whigs, 26 démocrates et 3 abolitionnistes.

MASSACHUSETTS.

Le premier district congressionnel a élu Robert McClellan, locofoco ; les deux autres ont choisi probablement les candidats whigs George W. Wisner et J. W. Gordon ; toutefois les probabilités sont faibles, et il se pourrait bien que K. S. Bingham et Edw. Bradly, tous deux locofocos fussent emportés. L'an dernier toute la délégation était locofoco.

NEW-YORK.

Les élections sont complètement connues quoique les retours officiels ne sont pas encore arrivés tous. John Young est élu gouverneur par environ 10,000 voix de majorité. Addison Gardiner, lieutenant-gouverneur par environ 2000 voix. La délégation congressionnelle se compose de 33 whigs et de 11 locofocos. La Chambre des Représentants compte 70 whigs et 58 locofocos. Le Sénat, 19 whigs, 1 natif 21 locofocos. Au scrutin réuni, la majorité des whigs est de deux voix. Les retours officiels ne pourront que l'augmenter.

WASHINGTON.—On lit dans la correspondance du *Courier* de Charleston sous la date du 10 courant :

"Le message d'ouverture à la prochaine session se prononcera dit-on, formellement en faveur des principes et des détails du nouveau tarif de 1846. L'administration actuelle a décidé qu'elle resterait debout ou succomberait avec cette mesure. M. Buchanan est le seul qui ne soit pas de cet avis, et probablement s'attriste pour faire connaître publiquement ses opinions particulières sur ce sujet. Il soutiendra le Tarif de 1816 avec certaines modifications. Quelques personnes croient qu'afin de conserver dans le cabinet une parfaite unité, M. Buchanan quittera le département de l'Etat et prendra la mission en France. Il aura sans doute pour remplayant M. King, qui quitte le sénat cette année. On ne saurait guères douter que M. Buchanan ne se retire, mais on ne croit pas qu'il se prononce aussi hardiment que le voudraient ses amis. Un bruit auquel nous n'accordons pas la moindre créance, prétend que M. Calhoun remplacera M. Buchanan. On se préoccupe déjà de la candidature présidentielle de l'honorable sénateur de la Caroline du Sud, on prétend qu'il courra, quelle que soit la décision des conventions, mais cela est peu probable ; car M. Calhoun ne voudra pas créer des divisions dans le parti locofoco."

☞ Le bruit courait à New-York que le nouveau gouverneur élu, John Young, est dans un déplorable état de santé. L'*Evening Journal* d'Albany dement le fait, que maintient l'*Advertiser* de Rochester. Espérons que l'*Evening Journal* est le mieux informé.

MEXIQUE.—On assure que le commodore Shubrick doit prochainement remplacer le commodore Shock dans le commandement de l'escadre du Pacifique. Il partirait à bord de l'*Ohio* qui aura pour commandant le capitaine Stringham.

—Le commodore Nicholson, marin fort distingué, et qui s'était élevé par son seul mérite, est mort le 8 courant à Washington d'une attaque d'apoplexie.

☞ Le respectable M. RITCHIE de l'*Union* demande pitoyablement : "Quelle faute a donc commise l'administration pour que le peuple l'abandonne ?" Le peuple répond comme le faisait le roi Richard à la reine Anne qui adressait à ce prince une demande semblable : "La plus grande des fautes : vous avez survécu à mon amour."

DERNIERS OFFICIELLES.—Le *Sun* de Baltimore du 11 annonce que le département de la guerre a reçu la veille des dépêches du général Taylor. Très probablement nous allons sous peu les voir paraître dans l'*Union*.

RECRUTEMENT.—Le département de la guerre a adopté le règlement suivant :

DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.
3 novembre 1846.

Pour donner plus d'activité au recrutement, les officiers qui sont chargés de ce service sont autorisés d'adjoindre à tout citoyen, tout officier ou soldat, une prime de deux piastres pour tout homme bien constitué qu'il présentera et qui sera admis dans les rangs de l'armée.

W. L. MARCY,
Secrétaire de la guerre.

Chronique locale.

BRICK PLYMOUTH.—Le brick *Plymouth*, capturé sur la côte du Mexique par l'escadre américaine, est arrivé hier matin dans notre port, sous le commandement du lieutenant Rogers et du midshipman March.

PREMIER COUR DE DISTRICT.—Mercredi.—Henry Fowler dit Johnson a été jugé pour vol et déclaré coupable par le jury.

—David Davis, a été déclaré coupable de vole de nuit, mais il a en même temps été recommandé à la clémence de la Cour.

James Porter, prévenu de vol, a été renvoyé de la plainte par l'avocat de district.

—Richard Wilkinson a été mis en jugement pour vol et déclaré innocent par le jury.

SUICIDE.—Un Allemand, nommé John Siegrish, exerçant le métier de tailleur, s'est suicidé hier à midi, en se brûlant la cervelle d'un coup de pistolet. Il demeurait rue Conti, dans les dernières du faubourg Trémé. On présume qu'il était atteint d'aliénation mentale. La levée de corps a été pratiquée par le coroner

ÉTRANGE TROUVAILLE.—Des ouvriers employés à creuser des fossés dans la Troisième Municipalité, ont découvert sous un pont, à l'enseigne des rues de l'*Indépendance* et des Bons *Enfans*, la tête d'un nègre, enfoncé dans la vase. Le recorder Bouneau a été informé de ce fait.

ESCROQUERIE.—M. H. Legendre a enregistré hier une plainte au bureau du recorder Baldwin, contre les nommés L. E. Ford et McLaughlin, qu'il accuse de lui avoir extorqué de l'argent au moyen de fausses représentations. Une semblable accusation pesait déjà sur Ford, lequel est actuellement en prison.

COUR DU RECORDER BOUNEAU.—*Le recorder Gépoli d'une somme de blessures de Pasquerot ses ouvriers ne fit de vol.* Une femme de nom de Betsy Patterson, et un enfant de douze ans, nommé Edgar Debergue, ont été renvoyés pardevant la Première Cour de District.

FAITS DIVERS.

VOLEURS HONNÊTES.—Nos lecteurs se rappellent peut-être l'histoire d'une certaine cassette enlevée à une noble dame pour s'emparer des lettres d'amour qu'elle contenait. Sous cette affaire qui d'abord se présentait comme un épisode tout romanesque d'une intrigue amoureuse, se cachaient de gros intérêts d'argent, s'il faut en croire un récit détaillé que contient la *Gazette d'Augsbourg*. Les noms propres n'y trouvent cette fois.

"Vers la fin d'août, on présenta au bureau des hypothèques de Dusseldorf, un acte notarié fait à Aix-la-Chapelle, et par lequel M. le comte de Hatzenfeld s'obligeait à payer à Mme Meyendorff une rente viagère énorme, hypothéquée sur tous ses biens allodiaux, par le service de laquelle rente se trouverait acquitté le prêt en argent comptant que Mme de Meyendorff avait fait à M. le comte de Hatzenfeld, etc., dans le même acte, s'imposait une amende de 200,000 fr. pour chaque retard de plus de deux mois qu'il mettrait à payer les termes annuels de la rente viagère.

"Les amis de la famille de Hatzenfeld instruisirent les comtesse de l'existence de cet acte ruineux, et l'engagèrent à faire des démarches énergiques, afin de faire annuler la constitution de rente viagère, ce qui serait d'autant plus facile, que la dette, en paiement de laquelle cette rente était consentie, était une pure fiction de la part du comte de Hatzenfeld, qui évidemment avait eu recours à cette fiction, parce qu'il est marié sous le régime de la communauté, et que, par conséquent il ne peut ni hypothéquer ses biens immeubles, ni en disposer, sans le consentement de sa femme ; il faut ajouter de plus que l'obligation contractée par lui avait une cause immorale, car personne n'ignore les relations intimes qui existent depuis long-temps entre M. de Hatzenfeld et Mme de Meyendorff.

"Mme de Hatzenfeld se rendit en toute hâte de Berlin à Aix-la-Chapelle, près de son mari, et le conjura, au nom de leurs enfans, dont l'avenir se trouvait compromis, d'annuler l'acte en question ; mais tous ses efforts restèrent sans résultat, et déjà cette malheureuse mère de famille se disposait à retourner à Berlin, lorsqu'elle apprit que Mme de Meyendorff venait d'arriver à Cobientz, et allait passer en Hollande, où elle se trouverait hors de la juridiction des tribunaux prussiens.

"Mme la comtesse de Hatzenfeld partit de suite pour Dusseldorff, et là elle consulta deux honorables avocats, qui avaient déjà plaidé d'importantes affaires pour elle : M. l'assesseur Ot et M. le docteur Mendelssohn.

"Ces deux légistes émirent l'avis qu'il faudrait agir sans perte de temps, et avant tout chercher à prouver que la constitution de la rente viagère avait une cause fictive, ce qui devait principalement résulter de la longue correspondance qui avait eu lieu entre M. de Hatzenfeld et Mme de Meyendorff. Sur la prière de Mme de Hatzenfeld, ils se rendirent tous deux à Cobientz, où Mme de Meyendorff logeait dans un des premiers hôtels ; ils apprirent que cette correspondance se trouvait enfermée dans une certaine cassette, et, par des moyens que nous ignorons, ils eurent but louable qu'ils se proposaient pourrait tout au plus excuser, mais jamais justifier, ils pénétrèrent nuitamment dans le logement de Mme de Meyendorff, s'emparèrent de la cassette et l'emportèrent.

"Mme de Meyendorff apprit que le contenu de cette soustraction ; elle apprit aussi par qui elle avait été commise. Cette dame vint faire sa déclaration au directeur de la police, qui décerna un mandat d'arrestation contre l'assesseur et le docteur. Mais ceux-ci, instruits à leur tour qu'on les poursuivait, prirent la fuite, en laissant la cassette, qui a été trouvée intacte et restituée à Mme de Meyendorff.

"La police a publié un ordre d'appréhender au corps les deux avocats, et à cet ordre a joint leur signalement. Le premier, qui a pu gagner Cobientz et s'est constitue prisonnier. M. le docteur Mendelssohn a écrit a la police une lettre dans laquelle il dit qu'il n'a pris la fuite que dans le seul but d'éviter l'emprisonnement préventif, et qu'il prend sur son honneur, l'engagement de comparaître devant la justice le jour pour lequel il sera assigné.

"Il y aura donc deux procès importans : l'un entre Mme la comtesse de Hatzenfeld et Mme de Meyendorff, l'autre contre l'assesseur et le docteur Mendelssohn. Hâtons-nous de le dire, la renommée d'honneur et de probité dont jouissent ces deux légistes n'a reçu aucune atteinte dans l'opinion publique, et tout le monde les plaint des poursuites qu'ils se sont attirées par un excès de zèle pour une bonne cause.

"Le premier de ces procès, celui entre les deux dames, intéresse au monde, dit la *Gazette d'Augsbourg*, toutes les violences, tous les mauvais traitemens et toutes les calomnies qu'un mari, en Prusse, peut se permettre impunément contre sa femme, lorsqu'il est riche et appartient à la haute noblesse."

Cette affaire a donné lieu à un quiproquo assez amusant :

"L'un des deux voleurs de la cassette de Mme de M....., M. le docteur M.... (Mendelssohn), de Berlin, étant poursuivi par la police, la vigilance de celle-ci a donné lieu à un quiproquo assez comique. La semaine dernière M. Mendelssohn-Bartholdy, le célèbre compositeur, arrivant de Belgique, a été arrêté à Herbesthal, comme coupable du vol de la cassette. Le passeport du maestro portant M. le docteur Mendelssohn, de Berlin, la méprise était fort naturelle, et la police prussienne se félicitait d'une capture aussi importante, et qui lui avait coûté si peu de peine. Le grand compositeur eut beau protester de son innocence, déclarer qu'il n'avait jamais dans sa vie, volé ni cassette, ni même mouchoir de poche, il fallut passer la nuit au corps-de-garde, et ce ne fut que le lendemain qu'il parvint à convaincre les autorités supérieures qu'il ne s'agissait pas de lui dans l'affaire de la cassette, mais de son cousin."

LES NOUVEAUX COLONELS.—Des gendarmes condusirent par les rues de Paris, à la Préfecture de police, trois jeunes enfans qui paraissaient bien honteux de la situation dans laquelle ils se trouvaient.

Ces trois enfans, appartenant à d'honorables familles, avaient pris en pension dans un âge des environs de Paris ; ils ont, pour diverses fautes, été mis en retenue pour toute la durée des vacances. Il paraît que cette punition leur échauffa l'imagination, que la douleur leur monta la tête.

Quoi qu'il en soit, ils formèrent le projet de s'embarquer au Havre, et d'aller chercher dans le Nouveau-Monde quelqu'île déserte, dans laquelle ils fonderaient un nouvel empire. L'exécution suivit de près.

Ces petits aventuriers eurent une belle nuit, pardessus le mur de la pension, et se mirent en route, mais les moyens qu'ils avaient à leur disposition n'étaient pas en proportion de la grandeur de l'entreprise.

Fin réussissant leurs économies, en vendant deux vieux pantalons et un dictionnaire latin, ils n'étaient parvenus à compléter à eux trois que la somme de 19 fr. Dans un village au-delà de Manles, ils se trouvèrent sans argent, et personne ne voulut leur faire crédit. Ils avaient faim..... Oh ! c'est pour le coup qu'ils regrettèrent les haricots de la pension. Leur courage ne résista pas à cette épreuve. Ils rencontrèrent en pleurant leur histoire à un gendarme qu'ils rencontrèrent, et ils furent ramenés sur Paris en brigade en brigade.

Les familles averties accoururent, sont venues réclamer ces enfans, dont quelques-uns n'ont pas eu la force de tenir rigueur à ces petits mauvais sujets, qui ont fait beaucoup de bâtons, beaucoup de larmes, beaucoup de promesses pour l'avenir. Léon G....., le plus âgé de la bande, portait sur lui un papier où était tracé le plan du voyage. On y lisait entre autre choses :

"Nous voilà à la Guadeloupe, et nous n'avons pas petite cousine Jenny.—Nous partons de là dans une chaloupe pour aller à la découverte.—Nous appelons notre île *l'Ile des Vacances*.—J'écris à maman qu'il est inutile de me chercher. — Nous bâtissons trois chaumières avec un fossé tout autour.—Nous choisissons au sort un président de notre république.—Nous allons enlever des femmes dans une île déserte du voisinage, etc."

Léon G..... a treize ans.

Charité involontaire.—Une jeune dame bien pomponnée et ayant cette désinvolture voluptueuse qui révèle une habitante du quartier Bréda, passait hier rue de la Chaussée-d'Antin, portant d'un des brillans magasins de nouveauté de cette rue, où elle venait sans doute de faire quelque emplette, car elle marchait serrant les coudes de sa bourse.

Mais soit que celle-ci fut percée ou mal fermée, plusieurs pièces de monnaie tombèrent sur le trottoir. Un jeune homme en tenue d'ouvrier, qui marchait derrière la séduisante beauté, se mit à dire alors Madame, madame, vous perdez votre argent.

Mais la dame, se retournant nonchalamment, ne jeta qu'un regard fier et dédaigneux sur quelques gros sous qu'elle aperçut par terre, et continuant sa route tourna par la rue de Provence.

Le jeune ouvrier étonné ne bougea alors pour ramasser la monnaie, parmi laquelle se trouvait par hasard une pièce de 20 fr. Eh bien ! dit-il, puisque cette dame n'a pas besoin de son argent, à ce qu'il paraît du moins, les pauvres en profiteront.

En parlant ainsi, il se dirigea par la rue de Joubert jusqu'à l'église de Sainte-Croix d'Assise, où il versa, dans le tronc des pauvres, la petite somme qu'il avait ramassée.

VOL A L'ENFANT.—Un monsieur assez bien couvert, et muni d'un enfant de quatre ou cinq ans qu'il tient par la main, entre chez un marchand tablatier du passage des Panoramas. Là, il marchande une tabatière d'argent, qu'on lui fait 50 francs, et dont il ne veut donner que 40 ; après d'assez longs pourparlers, on propose de rendre la difficulté en coupant le différent par moitié, c'est-à-dire que le marchand réduira son prix de 5 francs et que l'acheteur ajoutera la même somme à son offre.

L'affaire est conclue, et le marchand enveloppe de papier la tabatière que l'acheteur met dans sa poche, en tirant sa bourse, une bourse bien garnie, ma foi ! et dont la rotondité laissait plaisir à voir. Mais tout en faisant glisser un de ces poulets, l'acheteur tourne la tête, et d'un œil inquiet cherche de tous côtés son jeune compagnons qu'il croyait près de lui.

"Paul ! d'écrie-t-il, Paul, où est-il donc ? ah ! le malheureux enfant ! il ne connaît pas Paris.... il va se perdre."

Et en parlant ainsi, le Monsieur, extrêmement agité, laissait sa bourse sur le comptoir, se jetait dans la foule, courait à toutes jambes après son garnin et disparaissait bientôt avec lui, tandis que le marchand bimbiotier, rassuré par la présence de la bourse, admirait tranquillement la puissance de l'amour paternel.

Inutile de dire que cet excellent père ne revint pas chercher la bourse qui ne contenait qu'environ 3 fr. en gros sous.

LA FORTUNE PAR LA CHEMISE.—Sur la rue de Trévise, un assez vaste terrain sur lequel existait encore récemment un magnifique hôtel, et qui dans, ce moment, n'est couvert que d'échafaudages servant à remuer bois et charbon. L'industriel qui tient ce magasin de son jeune homme chargé de famille. Or, un de ces derniers jours, comme il était en train de gémir avec sa femme sur les difficultés de sa position, notre homme trouva au milieu de son magasin une bourse, billet de 1,000 francs. Personne n'était venu la déposer, et nous n'avons pas besoin de dire que ce fut le vrai maître de cette providentielle qui changeait sa fortune ; le charbonnier d'aujourd'hui se dépêcha de déposer et de lettre à quelque distance une bourse bien moins pleine que la sienne.

Vers le même temps, M. le docteur P....., habitant de la maison voisine sur laquelle était appuyé l'ancien magasin de charbonnier, vint déclarer au commissaire de police qu'un billet de 1,000 francs lui avait été volé. Ce malheureux, qui n'était assurément présumé pour visiter les lieux où la vol avait été commis, ayant passé de cabinet de docteur sur une terrasse auprès de laquelle s'appuyait la cheminée du charbonnier, aperçut précisément le fils du docteur, charmant enfant de quatre ans environ, au moment où il jettait par un trou pratiqué dans cette cheminée les restes d'un jouet que l'espiègle avait mis en pièces.

Cette circonstance fut un trait de lumière pour M. le commissaire, dont le bureau est précisément situé en face des échoppes, et qui avait remarqué le déménagement du charbonnier. L'enfant, interrogé avec précaution, et à qui on présenta un billet de mille francs, avoua qu'en effet il avait jeté quelque temps auparavant un billet semblable qu'il avait trouvé sur le bureau de son père. Le charbonnier, interpellé à son tour, déclara, sans hésiter, ce qu'il s'était passé ; en ajoutant qu'il était bien d'idée de rembourser cette somme, mais qu'il le ferait par à compter. "Non pas, dit le docteur P....., je ne tiens pour compté, puisque je n'ai point été volé. Gardez cette somme ; c'est bien la Providence qui vous l'a envoyée par les mains de mon fils, puisse-t-elle servir de fondement à votre fortune !"

CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ No. UN.

Séance de lundi, 16 novembre 1846.

Le Conseil s'est réuni ce jour conformément à l'ajournement.

Le Recorder ayant appelé les membres à l'ordre et invité le Secrétaire à faire l'appel nominal, les membres présens furent : l'honorable J. Génois, Recorder, MM. les Aldermen : J. Duplessis, C. Dufour, A. Derbès, J. L. Fabre, E. Giquel, R. Hagan, Z. Latour, J. T. Slingerland et J. E. Fauvergue—10. Absens : MM. les Aldermen : — Jam. B. Marks et P. Sliele—2.

Sur motion de M. Latour, l'absence de M. Marks a été excusée.

Le procès verbal de la dernière séance a été lu et approuvé.

Le message suivant transmis par le Maire a été lu :

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLEANS,
Le 16 novembre 1846.

A M. le président et MM. les membres du Conseil de la Municipalité N°. Un.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli, deux propositions cachetées, l'une pour le pavage et l'autre pour la confection des ponts aux intersections de la rue Royale.

J'ai l'honneur d'être avec considération, messieurs, Votre très-humble serviteur,

A. D. CROSSMAN, maire.

Sur motion, le Conseil prend en considération les propositions cachetées pour la confection des ponts.

M. John Sharkey propose de construire les ponts aux intersections des rues Ursulines, Hopital, Quartier à Royale pour et moyennant la somme de 95 20 par pont, $520

Le pont à l'intersection de la rue Royale à Esplanade pour et moyennant : 570

M. Michel M. Cabe, propose de construire les ponts pour et moyennant $600 par pont, 600

M. J. Hagan offre la résolution suivante :

Résolu que le Conseil de la Municipalité No. un accepte les offres de M. John Sharkey de construire les ponts aux intersections des rues Ursulines, Hopital, Quartier et Royale pour et moyennant la somme de cinq cent vingt piastres par pont, et le pont à l'intersection de la rue Royale à la rue de l'Esplanade pour et moyennant la somme de cinq cent soixante-dix piastres.

L'appel nominal demandé, il a paru que MM. Dufour, Fabre et Fauvès avaient voté dans la négative —3 ; et que MM. Duplessis, Derbès, Giquel, Hagan, Latour et Slingerland avaient voté dans l'affirmative—6 En conséquence la dite résolution a été adoptée.

M. Slingerland a été autorisé à ne pas voter sur cette question.

Le motif suivant a été soumis au Conseil : "Je vote contre la résolution parce que je crois que ce travail peut être fait à meilleur marché."

Signé J. L. FABRE.

Le comité des améliorations auquel a été référée la lettre de MM. C. Lesneps et F. J. Forstall, a l'honneur de vous soumettre le rapport qui suit :

Ces deux Messieurs et M. J. Gillot achetèrent il y a quelques années un îlet de terre situé derrière la ville, désigné par le No. 30, et divisé en vingt lots M. J. Gillot paya entièrement tout ce qu'il devait pour sa part et pour les lots désignés par les Nos. 1, 2, 3, 4, M. C. Lesneps paya les lots désignés par les Nos. 5, 6, 7, et M. F. Forstall paya les lots désignés par les numéros 17, 18, 19, 20, mais ces deux derniers ne pouvant payer ce qu'ils restaient redevoir pour les lots désignés par les Nos. 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16, firent un compromis avec la municipalité, par lequel ils s'engagèrent à payer sur le prix d'acquisition, une rente annuelle et perpétuelle et charitable dans trente ans. La rente que M. Lesneps reste à devoir, s'élève à la somme de $738. 66, et celle due par M. F. J. Forstall se monte à $474. 43. Votre comité recommande d'accepter la rétrocession des dits terrains aussitôt que ces messieurs auront payé ce qu'ils doivent. Cette manière de procéder est conforme à l'équité basée sur les précédents et tend à éviter des procès inutiles. En conséquence, la résolution suivante vous est respectueusement soumise :

Résolu que le maire est et il est par les présentes autorisé à accepter la rétrocession des lots de terre ci-dessus désignés et à annuller tous actes y relatifs, pourvu que MM. C. Lesneps et F. J. Forstall paient chacun la rente qu'ils restent devoir.

J. L. FABRE, président.
CYPRIEN DUFOUR.
E. GIQUEL.

Affranchissement—1ère. Lecture.

Les pétitions suivantes ont été lues :

A. Follin demande l'affranchissement de son esclave Elise aînée Tétine, mulâtresse, âgée de 40 ans environ, et de sa fille nommée Elizabeth, mulâtresse, âgée d'environ 17 ans, avec permission d'habiter l'Etat.

J. U. Lavillebeuvre demande l'affranchissement de son esclave nommée Willy-Ann, mulâtresse, âgée d'environ 17 ans, avec permission d'habiter l'Etat, permission déjà accordée une fois par le jury de police.

Mme veuve Chauveau demande l'affranchissement de son esclave Mary-Ann, avec permission d'habiter l'Etat.

Pierre A. Dupin, et W. Moore, b. b. c. c. l. l., exécuteurs testamentaires de Pélegas Dauphin, f. c. l., demande à affranchir le négrillon nommé Joseph, âgé d'environ 5 ans, avec permission d'habiter l'Etat.

Patsey Ellen Somers, f. c. l., demande l'affranchissement de sa mère, nommée Sophia Taylor, griffonne, âgée d'environ 47 ans, avec permission d'habiter l'Etat.

Sur motion, résolu que les dites pétitions soient référées au comité judiciaire et que le Conseil donne son consentement à l'affranchissement des esclaves. Le comité des améliorations auquel a été référée la lettre du major Gally, croit devoir vous recommander autant par prudence que par justice, d'allouer une somme raisonnable au Bataillon d'Artillerie. Au commencement des hostilités avec le Mexique la Légion ayant offert ses services au gouvernement général, le Conseil vota et mit à la disposition de l'officier commandant ce corps, une somme de mille piastres. Par des circonstances qu'il ne nous appartient pas d'examiner, le Bataillon d'Artillerie fut le seul corps enrôlé pour le service des E. U. et pour s'éloigner de ses foyers, il dut faire des dépenses au-dessus de tous gannes. En conséquence, dans le but d'encourager ces bataillon la part qui aurait pu lui revenir dans l'allocation précitée, votre comité vous offrira la résolution suivante :

Résolu qu'une somme de trois cents piastres en sus et demeure accordée au Bataillon d'Artillerie, et le Maire est et demeure autorisé à emettre un billet sur le trésorier du département des travaux publics et améliorations, payable dans six mois.

J. L. FABRE, président.
CYPRIEN DUFOUR,
E. GIQUEL.

Le comité des améliorations auquel a été référée la lettre de MM. C. Lesneps et F. J. Forstall, a l'honneur de vous soumettre le rapport qui suit :

Ces deux Messieurs et M. J. Gillot achetèrent il y a quelques années un îlet de terre situé derrière la ville, désigné par le No. 30, et divisé en vingt lots M. J. Gillot paya entièrement tout ce qu'il devait pour sa part et pour les lots désignés par les Nos. 1, 2, 3, 4, M. C. Lesneps paya les lots désignés par les Nos. 5, 6, 7, et M. F. Forstall paya les lots désignés par les numéros 17, 18, 19, 20, mais ces deux derniers ne pouvant payer ce qu'ils restaient redevoir pour les lots désignés par les Nos. 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16, firent un compromis avec la municipalité, par lequel ils s'engagèrent à payer sur le prix d'acquisition, une rente annuelle et perpétuelle et charitable dans trente ans. La rente que M. Lesneps reste à devoir, s'élève à la somme de $738. 66, et celle due par M. F. J. Forstall se monte à $474. 43. Votre comité recommande d'accepter la rétrocession des dits terrains aussitôt que ces messieurs auront payé ce qu'ils doivent. Cette manière de procéder est conforme à l'équité basée sur les précédents et tend à éviter des procès inutiles. En conséquence, la résolution suivante vous est respectueusement soumise :

Résolu que le maire est et il est par les présentes autorisé à accepter la rétrocession des lots de terre ci-dessus désignés et à annuller tous actes y relatifs, pourvu que MM. C. Lesneps et F. J. Forstall paient chacun la rente qu'ils restent devoir.

J. L. FABRE, président.
CYPRIEN DUFOUR.
E. GIQUEL.

Appel des comités.

M. Faurée, président du comité de finances, présente les états hebdomadaires des travaux publics et balances pour comme suit :

Trésorier des travaux publics et améliorations, $2,208 76
Trésorier de la Police, 343 77

M. Hagan, président du comité des améliorations, soumet une lettre du voyer, informant le Conseil qu'il serait nécessaire de dépenser environ $125, pour blanchir, peindre et enduire diverses parties du marché Trémé.

Sur motion, résolu que le voyer est autorisé à faire blanchir, peindre et enduire diverses parties du marché Trémé.

M. Latour, président du comité judiciaire, présente un rapport accompagné d'une résolution en faveur des Marguilliers de l'Eglise St-Louis, pour le loyer des différentes Cours. Sur motion de M. Fabre, ce rapport et cette résolution sont référées au même comité.

M. Fabre, président du comité des réclamations, présente les rapports et les résolutions qui suivent, lesquelles, sur motion et après dispense des règles, sont adoptées.

Le comité des réclamations auquel a été référée la lettre du major Gally, croit devoir vous recommander autant par prudence que par justice, d'allouer une somme raisonnable au Bataillon d'Artillerie. Au commencement des hostilités avec le Mexique la Légion ayant offert ses services au gouvernement général, le Conseil vota et mit à la disposition de l'officier commandant ce corps, une somme de mille piastres. Par des circonstances qu'il ne nous appartient pas d'examiner, le Bataillon d'Artillerie fut le seul corps enrôlé pour le service des E. U. et pour s'éloigner de ses foyers, il dut faire des dépenses au-dessus de tous gannes. En conséquence, dans le but d'encourager la part qui aurait pu lui revenir dans l'allocation précitée, votre comité vous offrira la résolution suivante :

Résolu qu'une somme de trois cents piastres en sus et demeure accordée au Bataillon d'Artillerie, et le Maire est et demeure autorisé à emettre un billet sur le trésorier du département des travaux publics et améliorations, payable dans six mois.

J. L. FABRE, président.
CYPRIEN DUFOUR,
E. GIQUEL.

Le comité des améliorations auquel a été référée la lettre de MM. C. Lesneps et F. J. Forstall, a l'honneur de vous soumettre le rapport qui suit :

Ces deux Messieurs et M. J. Gillot achetèrent il y a quelques années un îlet de terre situé derrière la ville, désigné par le No. 30, et divisé en vingt lots M. J. Gillot paya entièrement tout ce qu'il devait pour sa part et pour les lots désignés par les Nos. 1, 2, 3, 4, M. C. Lesneps paya les lots désignés par les Nos. 5, 6, 7, et M. F. Forstall paya les lots désignés par les numéros 17, 18, 19, 20, mais ces deux derniers ne pouvant payer ce qu'ils restaient redevoir pour les lots désignés par les Nos. 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16, firent un compromis avec la municipalité, par lequel ils s'engagèrent à payer sur le prix d'acquisition, une rente annuelle et perpétuelle et charitable dans trente ans. La rente que M. Lesneps reste à devoir, s'élève à la somme de $738. 66, et celle due par M. F. J. Forstall se monte à $474. 43. Votre comité recommande d'accepter la rétrocession des dits terrains aussitôt que ces messieurs auront payé ce qu'ils doivent. Cette manière de procéder est conforme à l'équité basée sur les précédents et tend à éviter des procès inutiles. En conséquence, la résolution suivante vous est respectueusement soumise :

Résolu que le maire est et il est par les présentes autorisé à accepter la rétrocession des lots de terre ci-dessus désignés et à annuller tous actes y relatifs, pourvu que MM. C. Lesneps et F. J. Forstall paient chacun la rente qu'ils restent devoir.

J. L. FABRE, président.
CYPRIEN DUFOUR.
E. GIQUEL.

Affranchissement—1ère. Lecture.

Les pétitions suivantes ont été lues :

A. Follin demande l'affranchissement de son esclave Elise aînée Tétine, mulâtresse, âgée de 40 ans environ, et de sa fille nommée Elizabeth, mulâtresse, âgée d'environ 17 ans, avec permission d'habiter l'Etat.

J. U. Lavillebeuvre demande l'affranchissement de son esclave nommée Willy-Ann, mulâtresse, âgée d'environ 17 ans, avec permission d'habiter l'Etat, permission déjà accordée une fois par le jury de police.

Mme veuve Chauveau demande l'affranchissement de son esclave Mary-Ann, avec permission d'habiter l'Etat.

Pierre A. Dupin, et W. Moore, b. b. c. c. l. l., exécuteurs testamentaires de Pélegas Dauphin, f. c. l., demande à affranchir le négrillon nommé Joseph, âgé d'environ 5 ans, avec permission d'habiter l'Etat.

Patsey Ellen Somers, f. c. l., demande l'affranchissement de sa mère, nommée Sophia Taylor, griffonne, âgée d'environ 47 ans, avec permission d'habiter l'Etat.

Sur motion, résolu que les dites pétitions soient référées au comité judiciaire et que le Conseil donne son consentement à l'affranchissement des esclaves. Le comité des améliorations auquel a été référée la lettre du major Gally, croit devoir vous recommander autant par prudence que par justice, d'allouer une somme raisonnable au Bataillon d'Artillerie. Au commencement des hostilités avec le Mexique la Légion ayant offert ses services au gouvernement général, le Conseil vota et mit à la disposition de l'officier commandant ce corps, une somme de mille piastres. Par des circonstances qu'il ne nous appartient pas d'examiner, le Bataillon d'Artillerie fut le seul corps enrôlé pour le service des E. U. et pour s'éloigner de ses foyers, il dut faire des dépenses au-dessus de tous gannes. En conséquence, dans le but d'encourager la part qui aurait pu lui revenir dans l'allocation précitée, votre comité vous offrira la résolution suivante :

Résolu qu'une somme de trois cents piastres en sus et demeure accordée au Bataillon d'Artillerie, et le Maire est et demeure autorisé à emettre un billet sur le trésorier du département des travaux publics et améliorations, payable dans six mois.

J. L. FABRE, président.
CYPRIEN DUFOUR,
E. GIQUEL.

Le comité des améliorations auquel a été référée la lettre de MM. C. Lesneps et F. J. Forstall, a l'honneur de vous soumettre le rapport qui suit :

Ces deux Messieurs et M. J. Gillot achetèrent il y a quelques années un îlet de terre situé derrière la ville, désigné par le No. 30, et divisé en vingt lots M. J. Gillot paya entièrement tout ce qu'il devait pour sa part et pour les lots désignés par les Nos. 1, 2, 3, 4, M. C. Lesneps paya les lots désignés par les Nos. 5, 6, 7, et M. F. Forstall paya les lots désignés par les numéros 17, 18, 19, 20, mais ces deux derniers ne pouvant payer ce qu'ils restaient redevoir pour les lots désignés par les Nos. 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16, firent un compromis avec la municipalité, par lequel ils s'engagèrent à payer sur le prix d'acquisition, une rente annuelle et perpétuelle et charitable dans trente ans. La rente que M.